URSS : LA DICTATURE DE LA GRANDE BOURGEOISIE (P.8)

l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
29 janvier 1976

No 418

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

HALTE AUX ACTIVITES NEO- COLONIALISTES DE LA FRANCE AU SAHARA OCCIDENTAL

Une dépêche de l'agence «Algérie Presse Service» a annoncé mardi qu'un affrontement direct entre les forces armées nationales populaires algériennes et les forces armées marocaines avait eu lieu le jour même.

L'agence algérienne a précisé que l'engagement fut provoqué par les forces marocaines occupant une partie du Sahara occidental contre un convoi algérien de ravitaillement et de médicaments destinés à la population saharaouie.

Le Conseil de la révolution et des ministres algériens, réunis aussitôt sous la présidence de Houari Boumédiène, devait confirmer dans la soirée les faits et indiquer qu'une série de mesures allait être prise.

De fait, tous les plans élaborés par l'impérialisme – et la France n'est pas absente loin de là – pour le partage et l'occupation du Sahara occidental en se servant du Maroc comme paravent, ont méséstimé un facteur décisif : la résistance du peuple saharaoui.

Comme devait le souligner un représentant du Comité central du Front POLISARIO : *«ils ne s'attendaient pas à une telle résistance (...) notre secret... c'est celui de la guerre du peuple»*. Dans la phase actuelle, ce qui prévaut, c'est l'offensive de l'Armée populaire de libération et l'intensification de la lutte armée.

Politisé et motivé, le combattant *djoundi* de la liberté compense la faiblesse de son équipement militaire par une extraordinaire combativité et un esprit de sacrifice qui n'a cessé d'augmenter le désarroi des forces armées d'occupation marocaines.

Il est clair de ce point de vue que l'agression marocaine contre un convoi de ravitaillement algérien a été encouragée par certains gouvernements, comme celui de Paris, dont on connait l'intérêt qu'il porte aux mines de phosphates de la région. Cette agression n'avait d'autre but, que de masquer la faillite du plan d'occupation : il s'agit de faire croire que ce n'est pas le peuple saharaoui qui se bat actuellement mais l'Algérie.

En fait, rien aujourd'hui ne peut plus cacher que *«l'État français»*, comme le soulignait récemment un communiqué du Front POLISARIO, *«soutient l'entreprise criminelle des envahisseurs marocains, auxquels il fournit équipements militaires, armes et conseillers.»*

Il faut condamner et combattre sans équivoque ces agissements de l'impérialisme français !

Le gouvernement français, en nourrissant des arrière-pensées néocolonialistes, ne peut espérer poursuivre *sincèrement*, comme il le prétend, une politique d'égal à égal avec les pays du tiers monde. En outre, une telle politique sournoise ne peut que renforcer les tentatives des deux superpuissances et notamment de l'Union soviétique – ce prétendu «allié naturel du tiers monde» – toujours prêtes à piller la maison qui brûle.

La guerre du peuple saharaoui, dirigée par le Front POLISARIO, pour la libération totale du Sahara occidental est juste. Elle sera longue, mais son issue est certaine : elle sera victorieuse !

10 000 francs LA VIE D'UN OUVRIER

Mardi, au moment où Lecanuet se déclarait décidé à punir les patrons responsables d'accidents du travail, un patron était «condamné» à verser seulement 10 000 F d'amende pour la mort d'un ouvrier immigré survenue le 17 avril 1975 à Saint-Etienne.

Inaugurant mardi le tribunal de grande instance d'Evry, dans l'Essonne, le garde des Sceaux, Jean Lecanuet, a largement traité du problème de la responsabilité pénale dans le domaine des accidents et plus particulièrement des accidents du travail.

Expliquant qu'on ne peut tenir pour *«des agresseurs et encore moins pour des criminels»* ceux dont la responsabilité est engagée dans des accidents du travail, mais faisant remarquer que n'étant *«pas non plus innocents, ils sont d'une certaine manière coupables»*, le ministre de la Justice devait se déclarer décidé à engager contre eux des poursuites systématiques. Déclaration lourde de menaces pour les patrons, puisque l'on sait qu'en l'occurrence, la responsabilité dans les accidents du travail, c'est toujours les patrons qui la portent. Cela d'ailleurs a été confirmé chaque fois qu'une enquête a abouti. Le problème étant... qu'il est tout à fait exceptionnel qu'une enquête aboutisse !

Après avoir déclaré en substance que, pour inciter les patrons à prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou éviter les accidents, les peines financières ne suffisent pas et qu'il faut recourir à des peines sur les personnes, le garde des Sceaux devait poursuivre :

«Il se peut que le législateur soit conduit à instituer la responsabilité pénale des personnes morales dans des domaines où cette solution peut apparaître comme particulièrement adéquate. Mais il en résultera toujours un affaiblissement de l'effet de dissuasion qui est la finalité objective de la répression.»

Il devait également souligner que ceux qui *«suggèrent en matière d'accidents du travail de transférer à l'entreprise toute entière la responsabilité pénale qui pèse actuellement sur ses dirigeants»* doivent être réprouvés car pour eux *«il ne s'agit pas en réalité de transférer, mais bien de diluer, l'idée de responsabilité»...*

(Suite p. 3)

Liban face aux menaces sionistes, Les camps palestiniens en alerte

État d'alerte dans un camp palestinien près de Beyrouth.

L'État d'alerte maximum a été instauré dans les camps palestiniens au Liban depuis dimanche, apprennait-on mardi de source militaire palestinienne.

Cette mesure fait suite à des indications laissant prévoir une attaque israélienne de grande envergure contre les camps palestiniens ou contre le sud du Liban.

Dans les milieux palestiniens, on établit un lien entre cette éventualité et le débat sur la question du Proche-Orient au Conseil de sécurité et le veto américain contre la résolution reconnaissant au peuple palestinien le droit d'établir un Etat indépendant.

L'OLP estime également que les récents survols du territoire libanais — parfois à deux reprises en une journée — par l'aviation israélienne ne sont pas sans rapport avec les préparatifs d'une agression de grande envergure.

On apprend d'autre part que le blocus des camps palestiniens de Tall Zaatar et de Jirs El Bacha (banlieue de Beyrouth) a été levé mardi.

Sur les routes qui conduisent des quartiers est de Beyrouth aux premiers contreforts de la montagne libanaise où sont installés les deux camps, il n'y avait plus de miliciens ni d'armes apparentes mardi après-midi.

Tall Zaatar englobe en réalité tout un vaste secteur qui compte moins de Palestiniens (15 000) que de Libanais (environ 30 000). Au cours du blocus, des vivres et des armes n'ont jamais cessé de parvenir au camp «par des chemins détournés», a indiqué mardi le responsable de la Saika (mouvement d'obédience baassiste syrienne) pour Tall Zaatar. Il a ajouté que la nourriture et les munitions n'ont jamais manqué car des mesures de précautions avaient été prises.

Rennes : les ouvriers de Garnier-Redon solidaires du procès de leurs camarades

Des affrontements violents ont opposé mardi après-midi des ouvriers aux forces de police devant le palais de justice de Rennes. Plusieurs manifestants ont été blessés.

Une centaine d'ouvriers de l'usine Garnier de Redon s'étaient groupés ce matin devant le palais de justice pour soutenir cinq de leurs camarades qui devaient comparaître devant le juge d'instruction, Garrec, à la suite de manifestations qui s'étaient déroulées en avril dernier. Mais ceux-ci, qui se trouvaient parmi les manifestants, n'ont pas répondu à la convocation du juge d'instruction.

Peu après midi, alors que le juge d'instruction quittait le tribunal d'instance, les forces de police sont intervenues violemment contre les ouvriers qui manifestaient toujours devant le palais de justice.

Impasse politique en Italie

La 37è crise ministérielle italienne de l'après-guerre marque le pas. Coalition démocrates chrétiens-Parti socialiste, démocrates socialistes et républicains, gouvernement démocrate chrétien homogène... toutes les combinaisons sont envisagées successivement par Aldo Moro, chargé de se succéder à lui-même, et aboutissent à des impasses.

De toutes façons, ce gouvernement qui ne disposera pas d'une majorité sûre à l'Assemblée restera très fragile, d'autant plus que l'Italie s'enfonce toujours plus dans une crise économique capitaliste d'une exceptionnelle gravité et que les luttes de classe des travailleurs prennent un nouvel essor.

La grande inconnue demeure l'attitude du Parti communiste italien. Celui-ci, déjà le plus nombreux et le plus influent PC d'Europe, ne cesse de gagner du terrain sur le plan électoral, obligeant ses rivaux politiques à des concessions nouvelles. Tout son effort a consisté à se donner une «crédibilité démocratique», n'hésitant pas, pour cela, à sembler entrer en conflit presque ouvert avec Moscou. La tactique s'est avérée payante : aux élections de juin 1975 le PCI a terminé à 1,9 % des démocrates chrétiens. Il en était à 11,6 % aux législatives de 1972.

En avançant la thèse du «compromis historique» qui lui permettrait de gouverner en alliance avec les socialistes et la démocratie chrétienne, il espère arriver prochainement au pouvoir. Mais ces alliés potentiels ne sont pas pressés d'en arriver là, conscients de ce que leur poids désormais n'irait plus qu'en diminuant dans la vie politique italienne.

Déjà, au plan parlementaire, le PCI joue un rôle souvent déterminant. Tout en restant apparemment dans l'opposition, il joue de fait, à bien des égards, un rôle gouvernemental.

Voilà qui a de quoi inquiéter tous ceux qui comprennent que les actuelles divergences entre le PCI et l'URSS cèderaient bien vite le pas à une unanimité au profit de cette dernière si le PCI parvenait au pouvoir. C'est ce qui explique l'impasse politique actuelle en Italie.

LIBAN : La situation après le cessez-le-feu

L'état de la sécurité ne cesse de s'améliorer au Liban, bien que l'opération prévoyant l'élimination de tous les «aspects armés» (miliciens, barrages et fortifications) n'ait pas pris fin dans les délais fixés par l'accord intervenu dimanche dernier.

Aux termes de cet accord, tous les «aspects armés» devaient avoir disparu de Beyrouth et de toutes les autres régions du pays mardi à 18 heures (16 heures GMT).

Le comité militaire supérieur (CMS), chargé de surveiller la mise en application du cessez-le-feu, a annoncé dans la soirée que les sous-commissions du CMS poursuivaient leurs travaux dans ce but.

Les opérations de ravitaillement de la capitale libanaise et de sa banlieue se sont poursuivies mardi à un rythme accéléré.

Quant aux communications téléphoniques internationales, elles ont été rétablies avec tous les pays, à l'exception de la Jordanie.

Les transports en commun ne fonctionnent toujours pas, mais les agents de la circulation ont réapparu dans les rues. Chaque jour, de nouveaux cadavres sont découverts dans les zones touchées par les combats et les stigmates de la guerre civile sont visibles partout.

Conseil de sécurité de l'ONU

VETO AMERICAIN A UNE RESOLUTION EN FAVEUR DE LA PALESTINE

Le débat du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Proche-Orient et la Palestine vient de tourner brusquement court avec le veto opposé par les USA à une résolution présentée par les non-alignés, en faveur des Palestiniens.

Ce projet affirmait le «droit national inaliénable d'autodétermination» du peuple palestinien et son droit d'établir un État indépendant en Palestine ; le droit des réfugiés palestiniens souhaitant retourner dans leurs foyers de le faire ; l'obligation pour Israël de se retirer de tous les territoires arabes occupés depuis 1967 ; et enfin le «droit de tous les États de la région de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.» (ce dernier point qu'Israël n'aurait pas manqué d'exploiter comme une reconnaissance, n'était pas conforme aux aspirations profondes du peuple palestinien à retrouver l'intégralité de sa patrie, ce qui a entraîné le refus de la République populaire de Chine et de la Libye, de prendre part au vote).

Enfin le projet de résolution précisait qu'il serait pleinement tenu compte de la clause sur le droit national des Palestiniens dans tous les efforts internationaux organisés dans le cadre de l'ONU pour l'instauration d'une paix juste et durable.

Telle quelle, cette résolution a été jugée inacceptable par les USA qui refusent d'entendre évoquer le droit national des Palestiniens. La résolution a par contre recueillie 9 voix dont celle de la France, du Japon, de Panama, de la Roumanie.

Les Américains, pas plus que les Soviétiques, ne tenaient à voir les instances de l'ONU devenir un cadre de négociations dans la recherche de la paix au Moyen-Orient. Tous deux sont donc satisfaits de cette situation qui prolonge l'état de «ni guerre ni paix» et remet en selle la Conférence de Genève qu'ils co-président et qui offre un cadre plus favorable à leurs manœuvres.

Tous deux prennent leurs désirs pour des réalités. Le porte-parole de l'OLP à l'ONU a rappelé fermement la volonté inflexible du peuple palestinien de poursuivre son combat jusqu'à la victoire totale. «Nous sommes venus au Conseil, a-t-il dit, pour convaincre, non pour marchander ; pour coopérer, non pour capituler.»

En dépit de tous les obstacles dressés sur sa route, le peuple palestinien vaincra !

Albanie

TOUT LE PEUPLE DISCUTE DE LA NOUVELLE CONSTITUTION

La commission spéciale de l'Assemblée populaire pour la rédaction du projet de la nouvelle Constitution albanaise a achevé ses travaux.

Désormais c'est toute la classe ouvrière, tout le peuple albanais qui vont se saisir de ce projet pour en débattre avant son adoption par l'Assemblée populaire. Il s'agit là d'une application vivante de la démocratie socialiste, dont les principes sont rappelés dans le préambule du projet de Constitution :

«En Albanie socialiste, la classe ouvrière est la classe dirigeante de l'État et de la société. De nouveaux rapports d'aide réciproque et de coopération ont été établis entre les deux classes sociales armées, la classe ouvrière et la paysannerie coopérée et avec la couche de l'intelligentsia populaire.

Le travail libre d'hommes libres est devenu le facteur déterminant de la prospérité de la patrie socialiste, de l'élévation du bien-être général et du bien-être de chacun. L'Albanie a rattrapé son retard séculaire et elle s'est transformée en un pays doté d'une industrie et d'une agriculture avancées.

Les forces vives du peuple furent libérées et il fut donné libre cours à ses énergies créatrices, intarrissables... la figure morale du travailleur, sa conscience et sa conception du monde se forment sous l'influence de l'idéologie prolétarienne qui est devenue l'idéologie dominante.

Le socialisme a fait preuve de sa supériorité sur le vieil ordre exploiteur.

Ce développement de la lutte de classes en faveur du socialisme, le renforcement continu de l'État de dictature du prolétariat et l'approfondissement de la démocratie socialiste, le développement des forces productives et l'amélioration des rapports de production socialistes, l'élévation continue du bien-être des masses travailleuses, la réduction graduelle des différences entre l'industrie et l'agriculture, entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel, l'affirmation de la personnalité de l'individu au sein de la collectivité socialiste, l'assimilation de la technique et de la science modernes, la révolutionnarisation continue de toute la vie du pays, telles sont les larges voies à travers lesquelles se renforce et progresse la société socialiste.

«Des bâtisseurs du socialisme».

Le peuple albanais est déterminé à défendre, face à n'importe quel ennemi son indépendance nationale, son pouvoir populaire et ses acquis socialistes. L'Albanie socialiste est toujours un facteur actif dans la lutte pour la libération nationale et sociale, pour la paix, la liberté et les droits de tous les peuples contre l'impérialisme, la réaction et le révisionnisme...

Le peuple albanais s'est inspiré sans cesse de la grande doctrine du marxisme-léninisme, uni autour du Parti du travail et sous sa direction, il fait progresser l'édification de la société socialiste pour passer ensuite graduellement à la société communiste.

nouvelles du monde

ESPAGNE : GREVE A L'USINE RENAULT DE VALLADOLID

10 000 des 13 000 ouvriers de l'usine automobile FASA-Renault de Valladolid ont fait grève pendant toute la journée de lundi par solidarité avec plusieurs de leurs camarades syndicalistes licenciés.

8 000 ouvriers du bâtiment sont également en grève à Valladolid pour imposer leurs revendications dans les négociations en cours pour le renouvellement des conventions collectives. La situation sociale demeure aussi toujours très tendue dans le bassin minier des Asturies et à Barcelone où 31 000 ouvriers poursuivent leurs grèves.

******

BOLIVIE : 820 GREVISTES LICENCIÉS PAR LE GOUVERNEMENT SONT REINTÉGRÉS

Le gouvernement bolivien qui avait licencié, samedi dernier, 820 ouvriers grévistes de la principale fabrique de chaussures du pays, qualifiant leur grève de «subversive», vient de reculer et a annoncé l'annulation des licenciements.

25 000 ouvriers boliviens avaient déjà déclenché une grève de solidarité avec leurs camarades sanctionnés et le conflit menaçait de s'étendre. Les universitaires du pays s'étaient solidarisés également avec les grévistes. Quelque 30 000 autres travailleurs avaient également exprimé leur soutien. C'est donc là une importante victoire de la classe ouvrière bolivienne.

******

GREVES DE LA FAIM EN IRLANDE

Un second militant de l'IRA provisoire, gréviste de la faim à la prison anglaise de Wakefield se trouve dans un état grave. Il s'agit de Jere Miah Mealey, 33 ans, qui refuse toute nourriture depuis 52 jours, comme son camarade Frank Stage. Tous deux exigent leur transfert dans une prison d'Irlande du Nord.

Le ministère de l'Intérieur britannique n'ayant plus recours à l'alimentation forcée des grévistes de la faim, ceux-ci peuvent jeûner, jusqu'à la mort. Le dernier membre de l'IRA provisoire, mort dans ces conditions, a été Michaël Gaughan en juin 1974.

******

NAMIBIE : MESSAGE DU PRESIDENT DE L'OUA AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le maréchal Idi Amine Dada, a adressé lundi au président du Conseil de sécurité des Nations unies un message en faveur de l'indépendance de la Namibie demandant que le Conseil se prononce pour le retrait immédiat de l'Afrique du Sud de ce territoire.

Il déclare également que l'intégrité territoriale de la Namibie doit être préservée et que toutes les conversations sur la question namibienne doivent être menées avec la SWAPO (Organisation populaire du Sud-Ouest africain), «seul représentant légitime du peuple de Namibie».

Depuis mardi soir dans un lycée de Lorient

UN MILLIER DE LYCEENS SONT EN GREVE

Mardi soir une grève a éclaté au lycée Dupuy-de-Lome à Lorient dans le Morbihan. Elle est menée par plus de 70 % des 1 400 élèves de cet établissement qui exigent l'amélioration des conditions d'internat.

Dans ce lycée les internes garçons, au nombre d'une centaine, sont «collés» le mercredi s'ils obtiennent une note inférieure à 9 ! En classe de seconde, les informations télévisées de 20 heures sont supprimées. Les élèves considèrent cette décision comme une atteinte au droit à l'information.

De leur côté, les élèves de terminale ne peuvent suivre qu'une seule fois par mois les soirées télévisées et, comme il n'y a qu'un poste, il faut voter pour le choix de l'émission.

Par ailleurs, les internes n'ont droit qu'à une seule sortie par mois. Ils se plaignent également des conditions de travail.

Les élèves des classes post-baccalauréat mettent en évidence le fait que la bourgeoisie ne respecte pas ses propres lois. La décision de Giscard, annoncée avec tant de tapage d'accorder la majorité à 18 ans ? Elle est considérée par la direction comme un chiffon de papier, en témoignent la surveillance des dortoirs, et l'interdiction qui leur est faite de sortir plus de deux fois par mois ! Les élèves exigent en outre que le statut d'étudiants leur soit reconnu.

Il est à noter que le climat de lutte se développe également au lycée technique Colbert à Lorient ainsi qu'à l'Institut Saint-Louis.

Note : le lycée abrite également 200 internes-filles et 45 internes post-baccalauréat.

A Simca-Chrisler

La direction licencie un militant CGT

Nous venons d'apprendre que récemment un responsable du syndicat CGT de Simca-Chrysler a été licencié. Cette décision a été prise au comité d'entreprise par la direction et la CFT fasciste. Intervenant au moment où, avec l'aide de la CGT, les travailleurs s'apprêtaient à mettre en accusation la direction pour des violations graves de la législation du travail, ce licenciement ne vise qu'à resserrer l'étau fasciste grâce auquel, avec l'aide de nervis de la CFT, la direction espère écraser toute volonté de lutte des ouvriers.

Après la conférence de presse de la majorité

LA CAMPAGNE DE MARCHANDAGES ELECTORAUX POUR LES MUNICIPALES DE 1977 EST ENGAGEE

Le coup d'envoi de la campagne électorale pour les prochaines élections municipales est donné. Elles n'auront lieu qu'au printemps 77, mais déjà tous les partis de la bourgeoisie, et ils sont légion de la droite à la «gauche», préparent leur plan de bataille, multiplient les déclarations et arrosent de directives et de conseils ceux de leurs adhérents qui siègent dans les municipalités.

C'est que les municipalités intéressent beaucoup la bourgeoisie, de droite comme de «gauche». D'abord parce qu'elles sont liées à l'appareil d'État, et qu'elles sont donc un moyen d'encadrement et de contrôle des masses ; et également parce qu'elles sont une source non négligeable de profits.

De ce point de vue, il faut noter la conférence de presse tenue lundi en commun par les secrétaires généraux de toutes les formations de la «majorité». C'était la première fois depuis l'élection de Giscard d'Estaing. Dans un communiqué aux journalistes, ils devaient déclarer :

«Dans l'intérêt de la démocratie pluraliste et de la bonne gestion communale et en vue d'éviter une politisation excessive des élections municipales, les secrétaires généraux des formations de la majorité décident de recommander aux maires sortants appartenant à la majorité, et dont le conseil municipal comprend des élus socialistes, de proposer à ceux-ci leur maintien sur les futures listes municipales et de leur conserver leurs attributions.»

Il s'agissait pour eux de répondre aux socialistes Gaston Defferre à Marseille et Pierre Mauroy à Lille qui voici un peu plus d'une semaine annonçaient leur intention d'écarter de leurs conseils municipaux certains adjoints appartenant à la «majorité», afin de récompenser Marchais d'abandonner la dictature du prolétariat.

***

Le clan au pouvoir, champion de la démocratie ?

Commentant ce communiqué, le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski devait déclarer :

«Ce geste de tolérance et d'ouverture souligne notre acceptation d'une démocratie pluraliste. Oter à certains toute responsabilité pour des raisons politiques, comme cela vient de se produire dans certaines municipalités, témoigne une fois de plus de la différence qui existe entre l'opposition et la majorité sur les problèmes des libertés et de l'exercice de la démocratie.»

Ainsi la bourgeoisie au pouvoir saisit l'occasion pour s'afficher comme la championne de la démocratie. Commentant l'événement «Le Figaro» écrivait le 27 janvier :

«La question se posait de savoir si, à la stratégie de confrontation des socialistes, il fallait répondre par une même stratégie de «combat». La réponse est non. Il n'y aura pas de réplique à l'attitude jugée antidémocratique de MM. Defferre et Mauroy. "Un pacte a été passé devant l'électeur. C'est à celui-ci de dire s'il veut rompre le contrat".»

***

Tendre une perche aux socialistes

Ce que la «majorité» a fait surtout, au cours de la réunion de lundi, c'est un appel du pied aux socialistes.

Mais Mitterrand, invité lundi soir à se prononcer au micro d'«Europe 1» sur l'éventualité de la collaboration de son parti avec les indépendants, les réformateurs et même l'UDR, devait déclarer : *«Je dis que, nous, socialistes, en France, nous concevons cela comme impossible !»*

Il devait même ajouter que ni maintenant ni dans un proche avenir il n'y aurait ne serait-ce que des contacts entre le PS et le pouvoir.

Fort des succès récents qu'il a remportés, Mitterrand ne veut pas perdre ses chances de dernier recours de la bourgeoisie face à la révolution qui monte. Pour cela pas de compromis avec les politiciens «mouillés» dans la crise !

10 000 francs LA VIE D'UN OUVRIER

(Suite de la p. 1)

Poursuites, ne pas cacher les responsabilités, dissuasion, répression. Voilà des mots que les capitalistes n'étaient pas habitués à s'entendre adresser par leur ministre de la justice. Et plus d'un, dont la responsabilité est impliquée dans un accident du travail, se sera demandé avec quelque inquiétude : «Mais quelle mouche a donc piqué notre garde des sceaux ?»

RASSUREZ-VOUS, BOURGEOIS, VOTRE MINISTRE BLUFFE

Il faudrait être bien naïf pour croire sur parole ce garde des sceaux. Les travailleurs en tout cas ne s'y sont pas laissés prendre. Ils savent trop de quels grossiers mensonges le gouvernement est capable pour tenter de calmer les esprits. Pourtant...

Pourtant au même moment, dans le Puy-de-Dôme, Gérard Bourchtoff, président-directeur général des «Cartonneries d'Auvergne» d'Olliergues, et Jacques Pétiard, directeur général de cette usine, étaient inculpés d'homicide involontaire et d'infraction à la législation du travail, à la suite d'un accident mortel du travail survenu le 26 juillet 1975. Ce jour-là, Jean Viallon, 36 ans, père de 4 enfants, qui était occupé à engager une feuille de papier dans le cylindre d'une machine à sécher avait eu la main droite happée par le cylindre sécheur. L'ouvrier avait été entraîné, soulevé de terre et avait basculé par-dessus la barre de protection. La machine avait aussitôt été arrêtée, mais J. Viallon avait succombé à ses blessures.

Alors ?

AUJOURD'HUI COMME HIER, LA VIE D'UN OUVRIER NE VOUS COUTE QUE 10 000 F

La preuve vient en effet d'en être donnée. Car le 27 janvier, le jour même où Lecanuet jouait les Don Quichotte partant en guerre contre les patrons responsables d'accidents du travail, un procès se tenait à St-Etienne.

Un PDG stéphanois, Jean-Pierre Couture répondait devant le tribunal correctionnel de St-Etienne de l'accident survenu le 17 avril 1975 à St-Etienne, sur un chantier de construction d'un bâtiment d'habitation. Un maçon, Benchabounne Ben Hamer, père de six enfants, était tombé d'une hauteur de 8,50 m et avait succombé à ses blessures. J.P. Couture était bien responsable de la mort de cet ouvrier puisque l'échaffaudage sur lequel il le faisait travailler n'avait que deux supports au lieu de trois et que de surcroît il se trouvait partiellement en porte-à-faux. Au cours du procès d'ailleurs, le représentant de l'Inspection du travail devait déclarer qu'*«il n'y avait pas de système de fixation suffisant»*.

Aussi le PDG était-il inculpé d'homicide involontaire et condamné pour cela à verser 10 000 F d'amende. La vie de Benchabounne Ben Hamer ne lui a coûté qu'un million ancien ! Tandis qu'il devait en plus verser 3 000 F pour infraction au code du travail.

ACCIDENTS DU TRAVAIL, LE CAPITAL SEUL RESPONSABLE

Plus de 2 250 morts par «accidents» du travail chaque année. Cela n'est plus supportable. La classe ouvrière et les masses populaires, qui ne se laissent pas prendre au piège de la prétendue fatalité des accidents du travail, se révoltent contre cette manifestation odieuse de l'exploitation capitaliste. La colère des travailleurs gagne de plus en plus de gens des couches de la petite et même de la moyenne bourgeoisie, et notamment des magistrats. Ces derniers mois marqués notamment par l'affaire du juge de Charette et par les sanctions dont a été victime le juge Pascal sont là pour en témoigner.

C'est pour cela qu'au niveau gouvernemental on se trouve obligé de parler des accidents du travail, et de condamner, en paroles seulement, certains patrons dont la responsabilité est par trop évidente.

Au-delà de notre dégoût pour la démagogie de la bourgeoisie ce qui reste et qui grandit c'est la haine qu'elle nous inspire. La haine que l'on peut porter à une classe qui monnaye la vie des ouvriers !

RHONE LES TRAVAILLEURS HOSPITALIERS EN LUTTE

Les travailleurs hospitaliers des secteurs publics et privés du Rhône ont observé mardi une grève de 24 heures. Ils ont également manifesté à Lyon pour réclamer une augmentation de 250 F, le paiement de 13 heures supplémentaires et l'augmentation des effectifs.

La parole à la classe ouvrière

Le rassemblement ouvrier du 14 février sera un tremplin pour nos luttes

«Faire connaître notre lutte, mais aussi nous enrichir d'autres expériences et connaître mieux la ligne des marxistes-léninistes» (Les travailleurs de Hoover-Dijon)

A 16 jours, maintenant, du grand Rassemblement national ouvrier qu'organisent au palais de la Mutualité à Paris, dix heures durant, de 14 à 24 heures, les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien «L'Humanité rouge», la mobilisation, les préparatifs de tous ordres vont bon train. L'enthousiasme que suscite cette initiative de l'avant-garde communiste marxiste-léniniste ne cesse de grandir. Et cela annonce une manifestation prolétarienne d'un immense intérêt, qui sera le ferment de nouvelles luttes entraînant toujours plus largement les masses sur de justes positions de classe contre la bourgeoisie capitaliste. Cela témoigne et promet de nouveaux succès dans la lutte contre la bourgeoisie bureaucratique d'État que représentent les révisionnistes dirigeant le PCF.

DES OUVRIERS ET DES OUVRIERES NOUS ÉCRIVENT

Un groupe de travailleurs de l'entreprise Hoover à Dijon nous a annoncé son intention de participer au rassemblement du 14 février.

Tout récemment, ils se sont opposé durement à 300 licenciements annoncés par la direction. Ils se sont mis en grève et ont séquestré des directeurs.

Faire connaître leur lutte, mais aussi s'enrichir de l'expérience de nombreux travailleurs, et connaître plus à fond la ligne des marxistes-léninistes dans les entreprises, tel est le but de leur participation à ce rassemblement.

Ils présenteront par un panneau et une exposition de tracts syndicaux, leur lutte contre les licenciements, en tenant un stand si c'est possible.

Les ouvriers de la SAFT à Bordeaux nous confirment également qu'une délégation de leur usine viendra au rassemblement. Ils proposent en outre de regrouper toutes les usines du trust CGE dans une sorte de forum afin d'intervenir tous ensemble et d'échanger plus à fond informations et expériences.

... DES PAYSANS ÉGALEMENT...

Les paysans de Naussac, en Lozère, seront à Paris le 14 février pour expliquer leur lutte.

Ils se battent de longue date contre la construction d'un barrage qui se solderait pour eux par l'expropriation de 150 personnes vivant actuellement sur 1 280 hectares (voir article en page 5).

Leur lutte, disent-ils, n'est rien d'autre qu'une lutte contre le chômage, ce même chômage qui frappe des centaines de milliers d'ouvriers.

Dans le combat qu'ils mènent contre la bourgeoisie, le soutien des ouvriers leur est nécessaire, de même qu'est nécessaire aux ouvriers le soutien des petits paysans pour combattre les capitalistes. Voilà pourquoi les petits paysans de Naussac monteront à Paris et tiendront un stand.

... DE MEME QUE DES FEMMES

Des femmes d'Aix-en-Provence nous annoncent qu'elles vont réaliser un ou plusieurs panneaux sur la lutte qui se mène dans la ville où trois membres du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) passent en procès.

Ces panneaux montreront pourquoi il est nécessaire que le soutien à cette lutte soit le plus large possible. Ils expliqueront comment le gouvernement qui avait suspendu le dossier au moment de «l'affaire de Charette», l'a soudain réouvert, et comment des camarades du MLAC tombent sous le coup de l'ancienne loi.

Ils exposeront l'analyse des marxistes-léninistes et leur intervention sur les problèmes de l'avortement, de la contraception, de la natalité, de la libération des femmes, qui ne sera possible que dans une société socialiste.

Pour réaliser ces panneaux, écrit ce groupe de femmes, nous allons prendre des photos, les plus diverses possibles : sur l'action, la préparation de l'action, des documents à la macro-photographie également ; ceci de façon aussi agréable à lire que possible. La taille ? Nous ne savons pas encore. Peut être sous forme de grand dépliant à trois panneaux qui pourrait être suspendu ou simplement posé sur une table...

Pour la réintégration d'une ouvrière contre les contrats à durée limitée

VICTOIRE DES OUVRIERES DE FLEURY-St-CHAMOND

L'usine Fleury à Saint-Chamond, c'est une petite usine de confection employant 42 ouvrières chargées de travaux de couture pour de grandes marques.

Le patron imbu de son autorité n'aime pas voir ses ordres discutés. Il décide, en juin dernier de n'embaucher les ouvrières qu'avec un contrat de travail de 3 mois. Mais c'est sans compter sur la jeune section syndicale CFDT regroupant 90 % du personnel et qui ne reste pas inactive.

Le 30 décembre dernier, le patron refuse de renouveler le contrat de travail d'une ouvrière embauchée cet été. Cette ouvrière ne continue pas moins à travailler avec l'appui de la section CFDT considérant le contrat, de fait, comme un contrat à durée indéterminée.

Cette action est soutenue par l'ensemble du personnel qui refuse de remettre les fiches de production (fiches correspondant au temps à mettre pour executer tel ou tel travail) tant que le patron refusera de garder l'ouvrière en lui renouvellant son contrat.

Que les ouvrières puissent ainsi contrôler leur production et imposer leurs revendications, cela le patron ne peut l'accepter. Aussi coupe-t-il le courant de l'usine, interdisant le travail sous la forme décidée par les ouvrières et bloque le versement de l'acompte sur la paie de décembre.

Le 11 janvier, personne à l'atelier ne reprend le travail. Sommé de s'expliquer, le patron répond «qu'il n'a que 10 mn à consacrer à la discussion». L'occupation de l'usine est alors immédiate.

Le 16 janvier, une entrevue a lieu entre le patron, le secrétaire de la chambre patronale avec les délégués et une délégation d'ouvrières.

Un protocole d'accord est rédigé et signé qui consacre la victoire des ouvrières : réintégration de l'ouvrière, obligation de l'accord des délégués dans tous les cas pour l'embauche sous contrat à durée déterminée, garantie sur l'avenir de la société.

C'est par leur unité et leur mobilisation dans la lutte à 100 % que les grévistes ont pu ainsi arracher la victoire.

Renault-Billancourt

GREVE DES PISTOLETTEURS

La direction lock-out

Jeudi 22 janvier, les pistoletteurs de l'équipe A de Renault-Billancourt se mettent en grève sur les deux chaînes de peinture de l'île Seguin. La direction faisant passer de plus en plus de R4 fourgonnettes (ce qui oblige les ouvriers à une véritable gymnastique pour peindre l'intérieur), ils réclament une *prime pour les peintres de fourgonnettes*. Le lendemain matin, les pistoletteurs de l'équipe B se mettent en grève à leur tour, sur une des 2 chaînes, mais la revendications devient : *le P1 maxi pour tous*, ce qui représente 130 F d'augmentation mensuelle pour les travailleurs au mini.

Lundi matin, le mouvement se poursuit et la direction passe à la contre-attaque : elle convoque pour l'après-midi une réunion extraordinaire du CE avec comme ordre du jour : «annonce d'un éventuel lock-out». A quoi les travailleurs de l'équipe B répondent en élargissant la grève aux deux chaînes. Mardi, la menace se précise : 2 heures de lock-out à partir du lendemain pour tous les ouvriers de l'île Seguin, et tous les intérimaires des secteurs touchés par la grève sont renvoyés sans préavis. Les pontes PCF de la CGT interviennent pour supplier la direction de négocier. Pendant ce temps la maîtrise fait courir le bruit dans les ateliers que la direction a accordé 100 F de prime de vie chère pour tout le personnel et 2,5 % d'augmentation à partir du 1er février... mais que ce n'est pas très sûr, que ce n'est pas encore affiché... et qu'avec cette grève... Bref, d'un côté on pleurniche – c'est l'habitude à Renault – de l'autre on manie en même temps la carotte et le bâton.

Il n'y a pas là de quoi s'étonner, ni être scandalisé : n'importe quel patron réagit ainsi quand il se sent menacé (souvenons-nous, la nuit de Noël, la direction faisait enlever 70 matrices de 40 tonnes chacune de l'atelier des presses !), et les dirigeants PCF de la CGT sont là pour les aider (n'ont-ils pas crié «victoire» après la grève des presses alors que toutes les matrices n'ont pas été remontées !).

Les travailleurs ne se laisseront pas impressionner par toutes ces manœuvres ; mardi la CFDT appelle à la lutte contre le lock-out, en demandant aux ouvriers de rester dans les ateliers pour discuter des actions de riposte à engager.

Les communistes marxistes-léniniste de l'usine

A la Solmer (Fos-sur-Mer)

MENACE DE LOCK-OUT

A LA SOLMER

Suite à la décision de la direction de la Solmer de placer 600 personnes en chômage technique, divers mouvements se produisent dans les ateliers (cf. HR No 416).

Lundi une entrevue a eu lieu entre une délégation des travailleurs, les représentants syndicaux et la direction qui n'a débouché sur rien. Après les services «transport» et «préparation des charges» qui s'étaient mis en grève lundi matin, les «expéditions terre et mer», «Laminoir acierie» se sont à leur tour mis en grève. Lundi soir, plus de deux cents travailleurs se sont réunis pour discuter de la poursuite de la lutte : chaque matin à 9 heures se tiendra une assemblée générale.

L'entrevue qui s'est déroulée mardi après-midi à l'inspection du travail de Marseille entre les syndicats et la direction de la Solmer de Fos-sur-Mer n'a donné aucun résultat et la direction a annoncé que près de 3 000 personnes seraient lock-outées le 2 ou le 3 février, et comme son arrogance ne s'arrête pas là, il a ajouté : «Si le chahut persiste dans les ateliers, nous allons être amenés à fermer l'usine complètement à brève échéance.»

Les ouvriers ne sont pas décidés à se laisser intimider.

Vallourec : un exemple de l'exploitation de l'homme par l'homme

Les travailleurs de Vallourec (Noisy-le-sec) sont dans leur troisième semaine de grève pour exiger 200 F pour tous, 40 heures par semaine, le paiement des jours de grève... Conscients de la nécessité d'élargir leur lutte s'ils veulent obtenir satisfaction, les travailleurs combatifs et la section CFDT de l'usine proposent une manifestation devant le siège Vallourec à Paris jeudi 29 janvier.

Ce qui fait suite aux diverses actions et propositions en vue de renforcer la détermination et la mobilisation. Car ils n'ont pas affaire à un petit patron ! Vallourec, c'est un trust qui compte dix-sept mille ouvriers, dix-sept usines et plus de trente filiales en France et à l'étranger avec un chiffre d'affaires de 4,4 milliards de francs. Spécialisé dans la fabrication de tubes, qui va du tube pour siège automobile au gros pipe-line, du tube courant acier au tube spécial «titane» pour centrale nucléaire.

Vallourec détient le monopole de la fabrication en France.

L'usine de Noisy comprend 598 ouvriers horaires dont une majorité d'OS pour la plupart immigrés, habitant dans des foyers Sonacotra ou autres foyers comme celui de la porte des Lilas dont les locataires viennent d'être expulsés.

Pendant 9 heures, ces OS exécutent un travail automatique et parcellaire pour sortir 300 tonnes de tubes par jour dans un climat d'insalubrité et d'insécurité constantes : les feuillards (sortes de rouleaux d'acier) sont formés par les galets de la chaîne, sondés automatiquement, coupés puis bottelés en bottes d'une tonne. Autant dire que la manipulation de ces bottes d'une tonne devient dangereuse lorsqu'il n'y a pas assez de place dans les ateliers. De nombreux ouvriers ont eu les pieds ou les mains écrasés dans ces mauvaises conditions de travail. A l'usine d'Anzin, un ouvrier père de 8 enfants est mort écrasé par une botte.

Aux derniers tests d'audiométrie on a trouvé plus de 90 décibels dans les ateliers, ce qui entraîne chez des ouvriers une perte d'audition de 30 % !

Béziers (Hérault)

Les agents des «Courriers du Midi» en grève

Après deux jours de grève en décembre (les 2 et 15) l'ensemble des travailleurs des «Courriers du Midi» (ouvriers d'entretien, employés, personnel roulant) ont déclenché le 26 janvier au matin un mouvement illimité de grève pour obtenir une réduction du temps de travail sans diminution de salaire, et une augmentation de salaire uniforme (non-hiérarchisée) pour tous.

Les «Courriers du Midi» est une société de transport (voyageurs et marchandises). Elle compte 400 travailleurs. Ses lignes couvrent une région de Marseille-Arles, Avignon... jusqu'à Montpellier, Béziers et Perpignan. Ainsi que de Millau, Alès.

A l'appel de leur syndicat CGT, les travailleurs ont rejoint les dépôts de Nimes, Montpellier et de Béziers, pour organiser leur lutte.

A Béziers, réunis en assemblée générale, ils ont constitué un comité de grève élu par l'ensemble des grévistes et comprenant des syndiqués et des non-syndiqués, représentatifs de toutes les catégories de personnel et des diverses lignes.

Un travailleur CGT nous a déclaré : *«Il y a longtemps que nous n'étions pas aussi déterminés à obtenir satisfaction. On est tous décidés à prendre coûte que coûte ce que l'on veut».*

Correspondant H.R.
avec des travailleurs
de l'entreprise

Dans leur bulletin régional «Le cri du Languedoc-Roussillon» numéro de janvier, les communistes marxistes-léninistes ont publié une interview de deux chauffeurs des «Courriers du Midi», à Pézenas. Nous publions ci-dessous de larges extraits de cet excellent document, très vivant.

A Pézenas, les «Courriers du Midi» sont les transports en commun les plus utilisés par les travailleurs. L'absence d'une gare SNCF de voyageurs conduit les ouvriers, les employés, les étudiants et certains lycéens à avoir recours aux cars des Courriers du Midi pour leurs déplacements professionnels très souvent hors de leur localité. De même les démarches administratives et toutes sortes de course exigent un déplacement à Montpellier ou à Béziers par le car.

D'autre part les 2 et 15 décembre une grève des travailleurs des Courriers du Midi paralysa l'ensemble du transport voyageur de la région.

Nous avons rencontré pour vous, deux chauffeurs des Courriers du Midi. Tous deux militent à la CGT. Nous leur avons demandé les raisons de leurs mouvements de grève ainsi que la nature de leurs conditions de travail.

LE CRI : «Qui se trouve derrière la société des Courriers du Midi ?»

Les Courriers du Midi sont une société de «paille» appartenant à la GTI (générale des transports industriels) qui possède les cars, les bâtiments, etc., de notre société. La GTI est un puissant groupe qui comprend un grand nombre d'entreprises de transport routier ou urbain tels que les Courriers du Midi, les Courriers catalans, les Courriers Languedoc-Roussillon, les Courriers de la Garonne, la Comète de Marseille, etc. Elle possède aussi une entreprise de location de véhicules industriels et contrôle les messageries maritimes. Elle contrôle, de plus, 7 assurances.

LE CRI : «Les Courriers du Midi une société de «paille» ?»

Oui, les Courriers du Midi ne possèdent rien à eux c'est pourquoi par exemple les cars sont immatriculés «75». Rien à eux, sauf les travailleurs.

Et c'est là qu'il y a un hic! Les Courriers du Midi comme toutes les sociétés aux mains de la GTI versent à cette dernière de très fortes sommes. L'an passé environ 400 millions sur un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards 450, frais de gestion déduits.

Une société de «paille» car facile à liquider. Dès que nos patrons le décideront ils pourront bazarder l'affaire et nous avec. Le danger de liquidation est réel. Et dans ce cas, la société n'ayant rien à elle, puisque tout appartient à la GTI, ne pourra rien pour nous. De son côté, la GTI se lavera les mains de l'opération liquidation car ce ne sera pas elle qui juridiquement liquidera. Nos patrons ont déjà pris toutes leurs dispositions pour cela.

Nous aussi nous les prendrons. Nous ne nous laisserons pas faire. Il faut être vigilant et rapide. Déjà à Carcassonne, pour les Courriers du Languedoc-Roussillon, les menaces de fermeture et de licenciements se précisent pour 1976. La direction s'y prépare ouvertement. D'un côté, elle prépare la vente de la société et d'autre part il est proposé à certains chauffeurs de racheter leur ligne. Ceux qui acceptent tombent par le biais des emprunts destinés au rachat du car et de la ligne à la totale dépendance vis-à-vis de leurs débiteurs (...)

LE CRI : «Comment sont prises les décisions ?»

A présent, c'est la base qui à la parole. Ainsi c'est l'ensemble des travailleurs qu'ils soient syndiqués ou pas qui décide des modalités de l'action et des objectifs. Pour établir le cahier de revendications, tous les travailleurs furent consultés Cette méthode de travail est encore récente (...)

Il ne faut pas croire que tout le monde est d'accord spontanément, tout doit être discuté. Et ce n'est pas facile de discuter quand chacun travaille de son côté dans son car. Les occasions de se rencontrer pour parler de tout ça sont rares. Le plus souvent il faut avoir recours à tout un réseau de transmission pour faire circuler les informations et lancer des discussions sur nos problèmes, il y a beaucoup à discuter.

Doit-on donner la priorité à la baisse du temps de travail ou à l'augmentation du salaire ? Ce fut long et difficile de choisir la première revendication. Et encore, doit-on préférer la démocratie ou mieux vaut-il un qui sait que 10 qui ne savent rien. Il y a aussi la tendance homme-orchestre, tout faire par soi-même dans un souci d'efficacité. Je crois que l'idée qui aujourd'hui prévaut c'est que la force, même pour penser, c'est le nombre.

On entend encore trop dire : le syndicat s'en occupera, tous les chauffeurs n'ont pas compris la nécessité d'un syndicat, tous les camarades du syndicat n'ont pas compris qu'ils sont tout autant le syndicat que les délégués. Il y a des progrès à faire (...)

«Qu'il sache (le patron) où il met les pieds qu'il sache qu'il aura dur à faire avec nous.

Pour cela il faut convaincre la minorité qui raisonne en se demandant : qu'est-ce que le patron peut accepter ? au lieu de dire : qu'est-ce qu'il nous faut ! Il y a toujours deux perspectives celle du patron ou la nôtre. Il faut choisir. Elles sont inconciliables et nous pourrons vaincre que si nous choisissons la seconde.

LE CRI : «Enfin parlez-nous de vos salaires et de vos conditions de travail».

Les deux sont liés. Nous touchons 1750 F par mois pour 48 heures par semaine ou 8,45 F de l'heure à l'embauche. Mais seul le temps de conduite de prise et de fin de service sont compris comme temps de travail. Quand nous restons plusieurs heures dans une gare routière à attendre notre prochain départ nous ne sommes pas payés. Et parfois nos journées sont de 12 heures à 14 heures de présence alors que l'on conduit 8 heures.

Il faut préciser que nous touchons quand même une indemnité pour ces heures de présence dites d'amplitude. Mais l'indemnité est très faible, dérisoire. Après un calcul savant nous recevons une misère. C'est facile, si je calcule mon salaire horaire en fonction de mon temps de présence au boulot, il s'élève à 4 ou 5 francs.

Et dire qu'avec ça, il est question de supprimer la prime de fin d'année ; il est temps de montrer les dents et si nécessaire de mordre.

DEPUIS 30 ANS, LES PAYSANS DE NAUSSAC S'OPPOSENT PAR TOUS LES MOYENS AUX MENACES D'EXPROPRIATION

Depuis 4 ans, tous les permis de construire sont refusés dans la vallée de Naussac en Lozère. Il n'est même plus possible de restaurer ou de faire des aménagements dans les maisons d'habitation. Et dans les cas extrêmes, là où il deviendrait dangereux de continuer à habiter une maison, le préfet préfère reloger les gens dans les écoles plutôt que les autoriser à faire des travaux. C'est notamment le cas de la famille d'Auguste Laondès, agriculteur à Ponteyre... Et tout cela parce qu'il est prévu qu'un barrage sera construit qui entraînera l'immersion de 1 050 hectares de terres fertiles, et qui en rendra inutilisables au moins 1 290.

UN PROJET QUI NE DATE PAS D'HIER...

Déjà en 1947, les frères Vincent avaient prévu de barrer l'Allier, ce qui aurait entrainé la suppression sur la carte de la ville de Langogne.

Cinq ans plus tard, l'EDF s'intéressait à la région. Elle prévoyait de construire un barrage pour alimenter une centrale électrique. Le projet devait être ajourné en raison de la vive opposition des riverains de la Loire et de l'Allier.

En 1968, le comité du bassin Loire-Bretagne proposait à son tour la construction d'un barrage-réservoir. Le gouvernement approuvait et le 17 décembre 1970, la SOMIVAL était chargée d'en présenter l'étude.

Officiellement il s'agit d'alimenter en eau potable les régions industrialisées et urbanisées, comme Clermont-Ferrand, il s'agit aussi de développer l'irrigation, de lutter contre la pollution et de donner un essor au tourisme.

LES PAYSANS EN LUTTE

Une estimation indiquait en 1973 que la construction de ce barrage entrainerait pour le canton de Langogne la perte d'un revenu brut égal à 3 millions de francs lourds.

Outre l'immersion de 1 050 ha, la réalisation de ce projet entraînerait l'expropriation des habitants et des paysans sur quelques 1 290 ha, 150 personnes seraient donc contraintes à l'exode.

C'est la raison pour laquelle les paysans de la vallée de Naussac mènent la lutte, avec détermination en témoigne cette déclaration co-signée par les 53 familles menacées d'expropriation : *«Nous soussignés, paysans de la vallée de Naussac, refusons fermement la réalisation du projet de barrage et prenons l'engagement de nous y opposer par tous les moyens, car nous refusons d'être mis devant le fait accompli et nous refusons l'exode et l'incertitude.»*

Amis et camarades, souscrivez et faites souscrire pour que «VIVE L'IDEAL COMMUNISTE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT»

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE», ADRESSÉ A LA BP 61 – 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE» (AU DOS METTRE : «POUR LA SOUSCRIPTION»), ADRESSÉ ÉGALEMENT A LA BP 61 – 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PRÉFÉRENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

Total au 26/1/76	195 631,42 F	PTT 3	150,00 F	CDHR Manouchian		CDHR Péri NO	400,80 F
		PTT 3 sousc. masse	12,50 F	sousc. masse	10,50 F	Id. sousc. masse	2,50 F
Sousc. masse JCMLF P.	20,00 F	CDHR Guy Moquet	5,00 F	CDHR Manouchian	600,00 F	CDHR Yveton Ouest	305,00 F
Sousc. masse MT	5 115,00 F	Id. sousc. masse	1,50 F	CDHR Cathelas	6,10 F	CDHR J. Lahaut	50,00 F
A librairie L.	191,00 F	CDHR Marty	110,00 F	Des camarades	500,00 F	JC Bloncourt	350,00 F
CDHR Balagne	900,00 F	JC Dufour	630,00 F	CDHR Politzer	240,00 F	CDHR Guy Moquet	20,00 F
CDHR Staline O.	2 250,00 F	Sousc. 2 cam. de C.	300,00 F	Un immigré	1,20 F	CDHR Delecluze	
CDHR Dimitrov	1 000,00 F	Un plombier	1,50 F	Un étudiant	10,00 F	sousc. masse	10,00 F
CDHR Delaune	10,00 F	Une ass. soc. en form.	2,00 F	Un ml grec	10,00 F	Suppl. abt AP	5,00 F
CDHR Theisz	10,50 F	Un infirmier	1,50 F	CDHR C. Michels	50,00 F		
Anonyme	4,00 F	CDHR P.Sémard		Des camarades	150,00 F		
CDHR J.C.Bloncourt	200,00 F	sousc. masse	40,00 F	Un ouvrier K	20,00 F	Total au 27/1/76	209 327,02 F

Commune de Paris — mars 1871

Notes de lecture

LA DEUXIEME INTERNATIONALE ET L'ORIENT

Ouvrage collectif sous la direction de Georges Haupt et Madeleine Riberioux (Éditions Cujas) Prix élevé

Cet ouvrage analyse les rapports entre le socialisme de la deuxième Internationale et les peuples opprimés qui constituent aujourd'hui le tiers monde.

La première partie («l'attitude de l'Internationale») rappelle les positions officielles (c'est-à-dire, en paroles) du socialisme international.

La deuxième («l'attitude des partis socialistes européens») s'attache davantage à la politique réelle des «socialistes» des pays impérialistes (Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Russie) et à l'analyse des rapports entre marxisme révolutionnaire et anti-impérialisme d'une part, réformisme et social-impérialisme d'autre part. Le décalage avec les positions officielles des congrès internationaux est révélateur : la gauche marxiste, sauf en Russie, est squelettique, le réformisme à la Kautsky (point de vue révisionniste) ou à la Jaurès (point de vue humanitariste bourgeois) est lui-même minoritaire face au racisme, au social-chauvinisme et au social-impérialisme avoués.

La troisième partie («la naissance du socialisme en Orient») est de loin la plus intéressante. Son axe principal – si on excepte le remarquable chapitre consacré au Japon – est l'étude des rapports entre socialisme et anti-impérialisme dans les pays qui constituent aujourd'hui le tiers monde. Les articles consacrés aux musulmans de l'Empire russe, à la Chine, aux Philippines, à l'Indonésie, et même à l'Inde, ceux concernant l'Iran, le Maghreb et plus encore l'Egypte, sont tout simplement lamentables, pour différentes raisons.

De toutes façons, il serait vain d'espérer une dénonciation révolutionnaire ou une analyse léniniste de la part des auteurs : leur point de vue, sauf exception, est l'académisme bourgeois, certes teinté de différentes nuances (sympathies social-démocrates dans la majorité des cas, révisionnisme moderne et chauvinisme grand russe chez les docteurs soviétiques, logomachie caricaturale dans un article au moins : étude sur l'Egypte).

Quelques textes pour étudier

LA THEORIE MARXISTE-LENINISTE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

La guerre civile en France de Karl Marx (éditions de Pékin) . . . . . 2,55 F

L'État et la révolution de V. Lénine (editions de Pékin) . . . . . 1,50 F

La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky de V. Lénine (éditions de Pékin) . 1,50 F

En vente aux librairies :

– Les Herbes Sauvages – 70, rue de Belleville – 75020 Paris.

– La Force du Livre – 33, rue René-Leynaud – 69001 Lyon.

– Le Sel de la Terre – 4, rue Maréchal-Foch – 22000 St-Brieuc.

ou par correspondance :

– à E-100 – 24, rue Philippe-de-Girard – 75010 Paris.

LA CHINE EN CONSTRUCTION

Revue périodique mensuelle de Chine populaire.

On trouvera au sommaire du premier numéro 1976 notamment :

– l'épopée de la Longue Marche.
– visite à la cité du pétrole.
– les ouvriers étudient la théorie pour défendre le socialisme.
– deux nouveaux succès pour l'amélioration génétique des plantes.
– nouveaux films chinois.

On trouvera encarté dans ce numéro une petite brochure en supplément : «Nouvelles données sur la Chine».

Disponible à E-100, par correspondance – 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris, ou aux librairies suivantes :

– Les Herbes sauvages : 70, rue de Belleville 75020 Paris
– La Force du Livre : 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon
– Le Sel de la Terre : 4, rue Mal-Foch 22000 St-Brieuc.

LA MÉDITERRANÉE AUX PEUPLES DE MÉDITERRANÉE

On peut noter au sommaire du No 4 paru récemment :

Editorial : 33 signatures . . . . . p. 1
Sabotage ? . . . . . p. 2
Méditerranée en bref . . . . . p. 4
Pour une Turquie non-alignée . . . . . p. 6
Dossier noir de la CSCE . . . . . p. 7
Au nom de la paix (URSS) . . . . . p. 9
L'empreinte d'un regrettable compromis (Algérie) . . . . . p. 12
Une nouvelle toile d'araignée (Albanie) . . . . . p. 14
Document d'Albanie . . . . . p. 15
Dans la presse . . . . . p. 16
Colloque franco-italien . . . . . p. 18
Vers la conférence méditerranéenne . . . . . p. 19
Coin des livres . . . . . p. 21
Poésie

Disponible pour 3 F :

à l'adresse : La Méditerranée aux peuples de Méditerranée
26 bd des Dames
13002 Marseille
CCP Leroux Marseille 460529

ou par abonnement à la même adresse
normal : 15 F pour un an
soutien : 50 F pour un an

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

LA FAUCILLE No 13

Le deuxième numéro de janvier vient de paraître ; passez vos commandes à l'Humanité rouge – BP 61 – 75861 Paris Cedex 18 – le numéro : 0,70F

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022872 La Source.

Rassemblement national ouvrier du 14 février

APPEL AUX ARTISTES PROFESSIONNELS ET AMATEURS

PARIS : SALLES A ET B

DE LA MUTUALITE

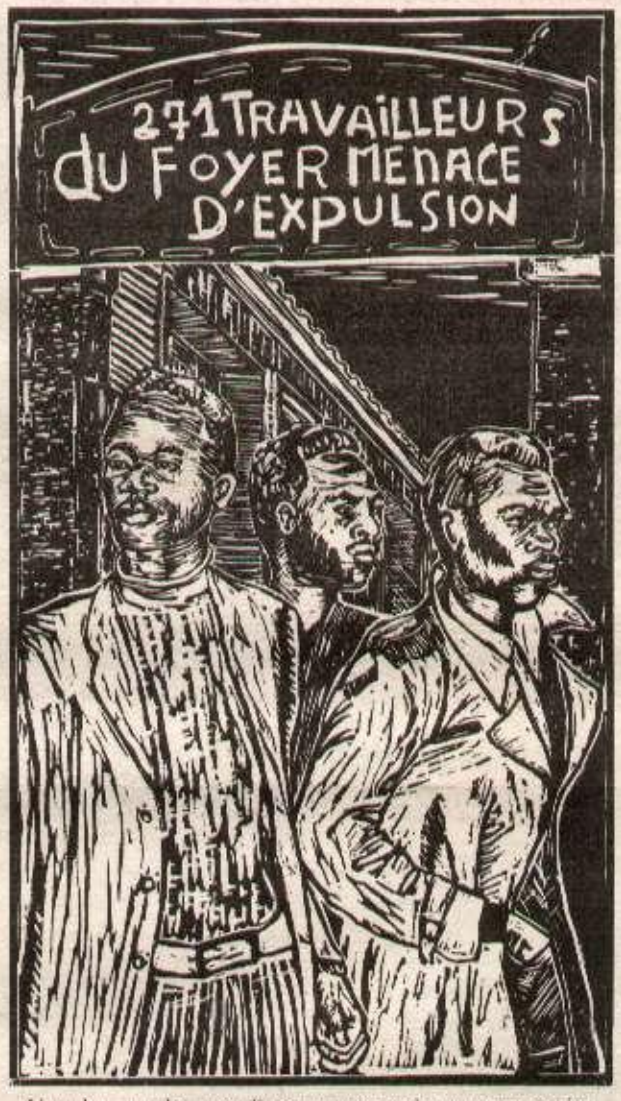
DE 14 A 24 HEURES

Pour faire entendre la voix puissante de cette aspiration révolutionnaire du prolétariat de notre pays, Français et immigrés étroitement unis, les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien l'Humanité rouge vous APPELLENT à participer au rassemblement national ouvrier qu'ils organisent le 14 février 1976 de 14 à 24 heures à Paris au Palais de la Mutualité.

L'Humanité rouge aujourd'hui s'adresse à tous les artistes, plasticiens, graphistes, écrivains, comédiens, cinéastes et chanteurs qui estiment nécessaire de permettre à la classe ouvrière révolutionnaire de prendre la parole et qui luttent dans ce sens.

Les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien, l'Humanité rouge appellent tous les artistes à participer à ce rassemblement. A l'instar d'un certain nombre d'initiatives déjà prises par des artistes divers, tous les moyens artistiques allant dans le sens de ce combat sont les bienvenus : montages diapos, films 16 mm, films vidéo, sketches, pièces, chansons, musiques, poèmes, peintures, gravures, dessins et caricatures, tout travail artistique utilisé dans les tâches militantes de chaque jour ou au cours des manifestations culturelles.

Ecrivez au journal pour nous faire part de vos initiatives et suggestions.



Une des nombreuses linogravures qui seront exposées

L'atelier des arts graphiques de Lille

La force du peuple

Nous avons déjà reçu plusieurs réponses à notre appel dont celle-ci :

L'atelier des Arts graphiques de Lille, la Force du peuple, se réjouit de l'appel aux artistes lancé dans «l'Humanité rouge».

Il sera heureux de mieux connaître le combat de la classe ouvrière et pourra puiser davantage l'inspiration créatrice au service du prolétariat.

Il peut mettre à votre disposition pour ce grand rassemblement :

— un ensemble de caricatures sur le social-impérialisme ;
— des linogravures et des gravures sur bois représentant des usines occupées, la lutte des femmes, sur l'unification des marxistes-léninistes autour du drapeau du FRAP ;
— un ensemble de petites toiles (peintures à l'huile) reproduisant le détachement féminin rouge (18) ;
— des portraits au crayon grand format (Overney, Guy Mocquet, Lou Sin, Colonel Fabien, Gilles Tautin) ;
— quelques affiches ;
— des dessins et des reproductions par sérigraphie de photos sur les luttes du tiers monde.

Il prépare jusqu'au 14 février d'autres dessins sur les actuelles luttes ouvrières.

Un lecteur auxiliaire des PTT nous a envoyé ce poème dédié à ceux qui ont peur que la parole soit rendue à la classe ouvrière :

Flotte hardiment
pavillon rouge !

Ceux qui se plaignent que le timonier
change de cap,
Ne voient pas venir le typhon
Et sur leurs frêles esquifs ils finiront,
engloutis par l'océan.

«Quand le bateau coule, les rats
quittent le navire»
A l'approche de la tempête
ils frémissent d'horreur.

Marin, monte à bord !
Gardons ferme le cap,
Et l'horizon ne sera plus très loin.

Un auxiliaire des PTT.

La classe ouvrière et l'art :

A LA POUBELLE !

Au Mans, les cheminots dénoncent le role réactionnaire de la soirée du centre culturel cheminot

Les cheminots marxistes-léninistes du Mans ont dénoncé le caractère réactionnaire de la soirée organisée récemment par le Centre culturel des cheminots, soirée qui n'avait de culturel que le mot. Tout y était :

Le culte du vedettariat : on invite les jeunes cheminots à faire carrière dans le show-business («comme» Johnny Halliday, Sheila, Sylvie Vartan,...). On les invite à danser (dans le genre Clo-Clo, Sheila), on fait des invitations de chanteurs (comme Pierre Perret avec des chansons «gaillardes» ou porno, alors qu'il y avait de nombreux enfants).

Il y avait aussi l'imitation du «French Cancan» par des jeunes filles de 15-17 ans — dans le costume qui correspond à ce genre de pourriture. Tout cela animé par un présentateur des plus vulgaires et réactionnaires faisant des jeux de mots très «subtils» notamment sur la Chine populaire (!).

Toutes ces belles chansons parlent bien sûr d'amour, de sexe et surtout pas d'idéologie prolétarienne. L'organisateur de la soirée, M. Catherine, connu pour son comportement lors des grèves en 68 qui l'a conduit à se faire mettre à la porte par les ouvriers, est bien révélateur de la nature de la culture bourgeoise. Présenter la pornographie et la réussite du «show-business» dans la culture, révèle la décadence de la bourgeoisie et les cheminots se joignent aux communistes marxistes-léninistes pour œuvrer à jeter cette culture à la poubelle, pour montrer réellement la culture du peuple dans la lutte de classe.

Les cheminots marxistes-léninistes du Mans

100 MILLIONS POUR UN PANTALON

Ce n'est qu'un fait divers. Mais il est significatif. Télé-7-jours, magazine hebdomadaire de radio-télévision, rapporte cette semaine «l'exploit» de la B.B. nationale (Brigitte Bardot). Son exploit a consisté dans sa capacité à empocher 100 millions d'anciens francs en 30 secondes... En quoi faisant ? De la publicité pour un pantalon.

Son «travail» consistait à marcher dans la rue — «les mecs» éblouis par sa silhouette provoquent des catastrophes — et au dernier moment elle se retourne pour prononcer le nom de la marque du pantalon. Ces 30 secondes vont bientôt passer 25 fois sur nos écrans TV.

Un tel matraquage avec une telle vedette pour vanter une marque de pantalon, quelle aubaine (ou plutôt : quelle opération !) pour la «maison» de ce pantalon ! Car si le moins qu'on puisse dire est que «ça paie bien» quand on s'appelle Bardot, ne vous faites aucun souci pour la maison du pantalon. Elle sait ce qu'elle fait car sans doute «Dieu» le lui rendra au *centuple*. Le pouvoir de persuasion de la publicité est malheureusement effectif surtout avec des supports tels que la TV. Les capitalistes s'y connaissent, dans ce domaine, pour créer des besoins complètement artificiels parmi les masses travailleuses afin de leur tirer encore des sous.

On peut être sûr que ce pantalon «révolutionnaire» n'a rien de mieux que n'importe quel autre pantalon. C'est l'exemple typique de la lessive : plusieurs marques, toutes mieux que les autres, pour un seul produit identique. Ce n'est certainement pas B.B. qui se plaindra. N'a-t-elle pas mis «vingt ans à gagner» son cachet de cent millions ? Demandez donc ce qu'en pense un vieil ouvrier de 65 ans qui travaille depuis 50 ans...

Sports : Coupe Davis

Le Mexique décide de refuser le match avec l'Afrique du Sud

La Fédération mexicaine de tennis a annoncé hier qu'elle refusait le match «Coupe Davis» qui l'opposerait à l'équipe de tennis de l'Afrique du Sud.

Miguel Osuna, président de la Fédération mexicaine de tennis, a dit hier dans une interview accordée à la presse que la décision a été prise par la Fédération mexicaine de tennis sur une directive du ministère mexicain des Affaires étrangères. Cette action se conforme à la résolution des Nations unies sur l'interdiction de tout contact avec les organisations sportives de l'Afrique au Sud.

La Fédération mexicaine de tennis a informé de sa décision la Fédération internationale de tennis et la Fédération sud-africaine de tennis.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

QU'EST-CE QUE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ? (6)

URSS : LA DICTATURE DE LA GRANDE BOURGEOISIE

Les mots n'ont jamais pu changer la réalité des faits. Hitler alors même qu'il avait lancé ses hordes sur la Pologne continuait à prôner la détente internationale et promettait le socialisme au peuple allemand, sa théorie s'appelait même le «national-socialisme». Certaines personnes purent dans un premier temps être abusées mais il ne fallut pas longtemps pour que le nazisme soit universellement haï.

Aujourd'hui la clique Brejnev-Khrouchtchev parle à cor et à cris de socialisme. Elle vient même de faire du tapage autour de la dictature du prolétariat, et ses idéologues utilisent abondamment Marx, Engels, Lénine dans leur baratin. Mais voilà, l'URSS occupe la Tchécoslovaquie contre la volonté de 99 % de la population de ce pays, elle contrôle, pille et prétend intégrer les pays du COMECON, elle poursuit une folle course aux armements et prépare la guerre, elle fait croiser sa flotte de guerre sur tous les océans et toutes les mers, elle envoie des espions dans le monde entier, ses services d'espionnage organisent des coups d'États comme la CIA américaine, elle organise et attise la guerre civile dans plusieurs pays, notamment l'Angola, et sur le plan intérieur elle recourt aux «hôpitaux psychiatriques», aux «camps de travail», à la déportation contre les opposants politiques, à la répression sanglante des mouvements de masse, à l'oppression des minorités nationales, tout cela n'a rien, strictement rien à voir avec «la dictature du prolétariat» : c'est purement et simplement comme l'a souligné Mao Tsé-toung dès 1964 «la dictature de la bourgeoisie, celle de la grande bourgeoisie, une dictature de type fasciste allemand, une dictature de type hitlérien».

Les peuples du monde entier ont de plus en plus conscience de cette réalité. A tel point que même dans les rangs du PCF seulement 2 % des personnes interrogées lors d'un sondage de l'«Humanité-Dimanche» considèrent l'URSS comme un modèle du socialisme : qu'on compare avec ce que fut l'attachement des travailleurs et des opprimés du monde entier pour l'URSS de Lénine et de Staline !

Mais comment a-t-on pu en arriver là ? Comment l'URSS a-t-elle pu devenir un pays impérialiste à l'intérieur duquel règne une dictature social-fasciste ?

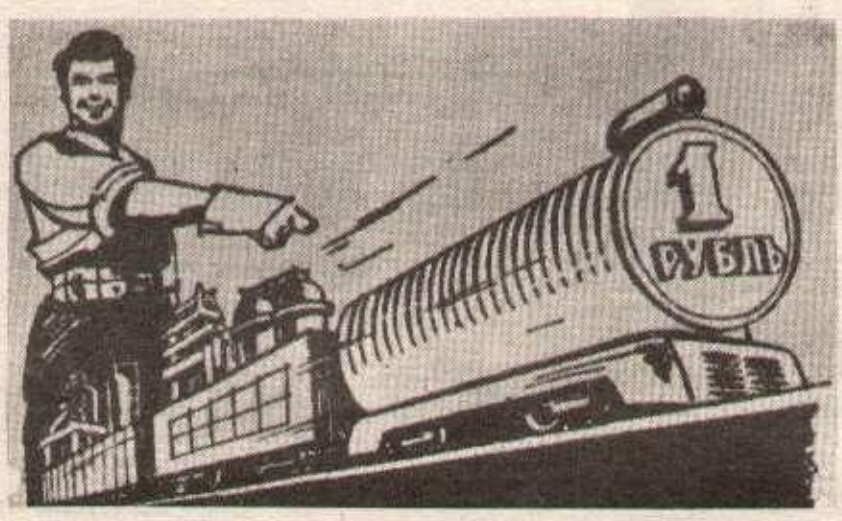
Nous avons vu dans nos précédents numéros comment Lénine n'a jamais cessé de souligner que les classes et la lutte des classes continuent à exister dans les conditions du socialisme.

Non seulement les anciens exploiteurs renversés ne perdent pas leurs espoirs de retrouver le paradis perdu mais encore la base sociale pour le développement d'une nouvelle bourgeoisie existe. C'est non seulement la petite production marchande qui continue à exister, mais aussi l'inégalité des salaires, celle-ci est différente de ce qu'elle est en système capitaliste puisque c'est le principe «à chacun selon son travail» qui régit la répartition, mais c'est une inégalité quand même. Comme dit Marx :

«Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps (...)

»D'autre part : un ouvrier est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc, etc. A égalité de travail et, par conséquent, à égalité de participation au fond social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.

»Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'État économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.» (Marx : «Critique du programme de Gotha»).



Voici une affiche de propagande publiée dans la presse des révisionnistes soviétiques. La locomotive porte comme inscription «Un rouble» et la légende de l'affiche souligne : «Une puissante locomotive». L'affiche inculque au peuple soviétique ce poison : «l'argent est la locomotive qui entraîne tout le reste».

LA BASE SOCIALE DE LA RESTAURATION CAPITALISTE...

Ainsi Marx prévoyait-il la subsistance pendant toute une longue période d'une base sociale pour le développement d'une nouvelle bourgeoisie.

Des arrivistes du type Khrouchtchev ou Brejnev étaient à l'origine des ouvriers, mais ils sont devenus des nouveaux bourgeois. L'important c'est de comprendre que dans la société socialiste des milliers et des milliers de nouveaux bourgeois en puissance existent si l'on n'exerce pas la dictature du prolétariat dans tous les domaines.

L'inégalité des richesses entraîne inévitablement le désir de s'enrichir : aussi des individus ambitieux et parvenus à s'infiltrer dans les rangs de l'État-Major du prolétariat peuvent-ils relativement facilement si l'on n'y prend garde restaurer le capitalisme.

En URSS une des premières mesures de Khrouchtchev fut de développer les stimulants matériels et le mot d'ordre fut «enrichissez-vous». Cela amenait les ouvriers à travailler non plus pour la communauté mais pour accroître leurs revenus : cela revenait ni plus ni moins qu'à se vendre «plus cher». C'était le premier pas dans le rétablissement complet de l'esclavage salarié. Cela explique en partie pourquoi c'est dans le domaine des idées et de la culture en général que la bourgeoisie cherche à restaurer son pouvoir tout d'abord.

ENDORMIR LA VIGILANCE DES MASSES...

Les Khrouchtchev et les Brejnev ne sont pas venus annoncer du jour au lendemain qu'ils restauraient la propriété privée des moyens de production... leur pouvoir n'aurait pas tenu un jour. Mais ils ont progressivement endormi et affaibli la vigilance des masses populaires : ça a commencé avec *«l'État du peuple tout entier»*, avec l'abandon de la dictature du prolétariat.

La nouvelle bourgeoisie au pouvoir en URSS a transformé pleinement l'URSS en un pays de capitalisme monopoliste d'État. Une des particularités du capitalisme monopoliste d'État en URSS c'est que la monopolisation y est plus élevé que dans n'importe quel autre pays impérialiste, elle est liée à la concentration très poussée et du contrôle extrêmement étroit de l'État. Autrement dit la bourgeoisie monopoliste-bureaucratique bénéficie de l'organisation supérieure de la production créée par l'édification socialiste au temps de Lénine et Staline. Il n'y a même plus à l'intérieur du pays de concurrence entre les principaux groupes financiers. Il y a une seule direction, un seul groupe qui contrôle tout. Cela explique la tyrannie inégalée qui règne en URSS. Elle rappelle en tous points l'Allemagne du début du siècle et l'Allemagne nazie : *«en Allemagne,* disait Lénine, *le grand capitalisme d'État s'est associé à la bureaucratie, et ce pays a battu un record»*.

LA LEÇON DE LA GRANDE TRAGÉDIE DE L'URSS...

En URSS ce n'est plus la dictature du prolétariat, ce ne sont plus les Soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats qui constituent les organes du pouvoir d'État, mais c'est la police, les services de renseignements, l'armée : ceux-ci persécutent et placent sous une stricte surveillance les masses populaires.

Ainsi la grande tragédie de l'Union soviétique où le pouvoir prolétarien a été renversé à l'intérieur sans aucun coup de feu, enseigne-t-elle qu'il est indispensable, dans les conditions du socialisme, de renforcer la dictature du prolétariat. Celui-ci doit exercer une dictature intégrale sur la bourgeoisie, dans tous les domaines. Cela passe par l'exercice et la participation EFFECTIVE de TOUS les ouvriers et paysans pauvres à la direction dans tous les domaines ainsi qu'à l'élévation du niveau théorique marxiste-léniniste des très larges masses.

En emboîtant implicitement le pas à la pire réaction qui veut assimiler la dictature fasciste en URSS et la dictature du prolétariat, Georges Marchais veut, lui, semer la confusion dans les masses populaires, car il cherche non seulement à conjurer la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat en France, mais aussi à dissimuler la nature prosoviétique et d'agent du social-impérialisme russe de son parti.

Il est certain au contraire qu'il est en train de se démasquer sur les deux tableaux !

Demain : En France aussi...

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 1er trimestre 1976